

LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA FRANCE

On entend dire quelquefois que le commerce ne va plus en France, que les affaires allaient beaucoup mieux sous la Monarchie et sous l'Empire que sous la République.

Consultons les chiffres, et, pour bien nous rendre compte de l'importance du commerce et de l'industrie sous les trois derniers régimes, prenons les statistiques moyennes du temps de *Louis-Philippe*, de *Napoléon III* et de la *République*.

Les voici :

MOYENNE DES ANNÉES	IMPORTATIONS PAR AN	EXPORTATIONS PAR AN	TOTAL ANNUEL
—	—	—	—
	En francs.	En francs.	En francs.
1837 à 1846....	776.000.000	713.000.000	1.489.000.000
1857 à 1866....	2.200.000.000	2.430.000.000	4.630.000.000
1877 à 1886....	4.462.000.000	3.352.000.000	7.814.000.000

La République a donc été très favorable au développement des affaires en France, au grand avantage des travailleurs, qui ont vu leurs salaires augmenter en proportion, comme le prouve le tableau suivant :

Salaires moyens dans les villes des départements.

	1846	1866	1886
Mineurs	2.06	2.88	3.83
Maçons	2.15	3. »	4. »
Ouvriers d'industrie, hommes.	1.80	2.60	3.43
Ouvrières d'industrie, femmes.	0.90	1.30	1.80

Ces chiffres ne représentent qu'une moyenne; dans certaines parties de la France, et notamment à Paris, les prix sont plus élevés; dans d'autres, ils le sont moins; mais en tous cas ils peuvent et doivent s'élever davantage.

Pour augmenter le bien-être général, il est désirable que les salaires haussent; et comme le taux des salaires est en proportion de l'importance des affaires, il y a un intérêt considérable à développer notre commerce avec les pays étrangers.

Les Anglais, les Allemands, les Suisses, les Belges, s'en préoccupent depuis longtemps; ils savent qu'un pays est d'autant plus riche qu'il a davantage de travail, et que pour avoir du travail il faut avoir des *acheteurs*.

Trouver des acheteurs pour le produit de son travail, c'est là la grande difficulté.

Nos concurrents s'efforcent de se créer des relations dans les pays lointains; ils y vont eux-mêmes, ils y établissent des maisons de commerce et ils y vendent les produits de leur pays.

Ils cherchent aussi à attirer chez eux les gens riches, les rentiers, les capitalistes, car ils savent

bien que ce sont eux qui, achetant le plus, font le mieux marcher les affaires et conséquemment le travail.

Pourquoi ne ferions-nous pas comme eux ?

Pour cela il faut deux choses : de l'*initiative individuelle* et un *gouvernement sage inspirant confiance*.

Il faut que nos jeunes gens, au lieu de se contenter des petites places de l'administration, aient l'ambition d'aller lutter avec les étrangers en Amérique, aux Indes, en Chine, au Japon.

C'est le bon moyen de faire fortune et ce sera pour eux une occasion précieuse de rendre service à la France, en contribuant à développer son commerce et son industrie.

Il faut enfin que notre République, qui est sans contredit le gouvernement le mieux fait pour sauvegarder les intérêts de tous et augmenter le bien-être de chacun, sache faire son choix entre les utopistes, les théoriciens et les agités, qui veulent tout démolir, sans savoir par quoi le remplacer, et les gens d'expérience et de bon sens qui veulent le progrès constant par des améliorations successives.

Si, d'une part, nous manquons d'initiative individuelle, de cet effort personnel qui est la première raison du succès, et si, d'un autre côté, notre gouvernement républicain effraie ceux qui possèdent, au lieu de leur inspirer confiance, ils chercheront à mettre leur fortune à l'abri en la plaçant à l'étranger, au lieu de vivifier l'industrie nationale au grand bénéfice des travailleurs.

En résumé, jamais le commerce et l'industrie de la France n'ont atteint les chiffres qu'ils atteignent aujourd'hui, ce qui prouve bien que la République est favorable à leur développement ; mais il faut que cette République soit dirigée par des hommes sérieux, honnêtes, indépendants, et non par des gens sans valeur morale, qui, pour se faire nommer, promettent *tout* à leurs électeurs et, une fois dans le Parlement, ne songent qu'à leur intérêt personnel.

Électeurs, l'avenir commercial et industriel de la France est entre vos mains ; vous avez le bulletin de vote : voyez et jugez.

Jules SIEGFRIED,

Député de la Seine-Inférieure.